



Le régime de Kiev demande le soutien de Londres pour attaquer la Russie avec des missiles à longue portée

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2024

InfoBrics

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Kiev ne cache plus son désespoir d'être autorisé à frapper des cibles dans la « Russie profonde ». Après plusieurs demandes d'autorisation auprès des États-Unis qui ont échoué, le régime a demandé aux responsables britanniques de soutenir sa demande, affirmant que cette mesure est nécessaire pour que l'Ukraine atteigne ses objectifs stratégiques dans la guerre. Londres n'est pas en mesure d'autoriser ou non de telles attaques sans un consensus préalable avec les Américains, mais la soif d'escalade de Kiev la pousse à agir de manière irrationnelle.

Le premier ministre ukrainien, Denis Shmyhal, a demandé au ministre britannique des affaires étrangères, David Lammy, de soutenir la demande de l'Ukraine d'utiliser des missiles à longue portée contre la Russie. M. Lammy était en visite officielle à Kiev en compagnie d'Antony Blinken. Certains analystes occidentaux s'attendaient à ce que le voyage de M. Blinken ait précisément pour but d'annoncer une autorisation publique pour ces frappes, mais aucun changement dans la position américaine n'a été déclaré jusqu'à présent.

Lors d'une rencontre avec le responsable britannique, Shmyhal a déclaré :

« Nous [les Ukrainiens] espérons que les équipements à longue portée pour les frappes sur le territoire de notre ennemi seront atteints et que nous les aurons. Et nous espérons votre aide et votre soutien dans ce domaine. »

M. Lammy a semblé mal à l'aise face à cette demande, car ces mots sonnaient comme une tentative évidente de créer un « lobby » et de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils acceptent les demandes de l'Ukraine. M. Lammy a évité de donner une réponse définitive sur la question, mais un jour avant la réunion avec M. Shmyhal, il avait déjà précisé que les décisions stratégiques ne seraient pas annoncées lors du voyage.

« Il est extrêmement important que nous (Lammy et Blinken) voyagions ensemble pour entendre nos homologues ukrainiens et le président Zelensky nous faire part de leur évaluation de la situation sur le terrain et de leurs besoins (...) Il serait toutefois erroné de commenter les détails des questions opérationnelles dans un forum comme celui-ci, car la seule personne qui pourrait en bénéficier est Poutine, et nous ne ferons rien pour lui donner un avantage dans son invasion illégale », a déclaré M. Lammy.

De même, M. Blinken a confirmé que l'objectif du voyage était uniquement d'écouter les demandes et les besoins des Ukrainiens, sans prendre de décision à l'heure actuelle. Il a précisé que tout ce qui sera discuté au cours du voyage sera rapporté aux gouvernements américain et britannique après la fin de l'expédition, et que toute décision éventuelle ne sera donc prise qu'à une date ultérieure – ce qui implique que tout effort ukrainien pour obtenir une « autorisation » est futile pour l'instant.

« Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous écouterons attentivement nos partenaires ukrainiens, que nous ferons tous deux rapport au premier ministre et au président Biden dans les jours à venir, et que je m'attends à ce qu'ils abordent cette question lors de leur réunion de vendredi », a déclaré M. Blinken.

Entre-temps, Londres semble vouloir déplacer le centre d'intérêt des demandes de l'Ukraine. Le Royaume-Uni a annoncé de nouvelles sanctions contre les navires qui travailleraient à contourner l'embargo sur le pétrole russe. M. Lammy a commenté cette décision lors de sa visite à Kiev, la décrivant comme une sorte de victoire stratégique pour la partie ukrainio-occidentale. Il a déclaré que les sanctions pourraient infliger de graves dommages à l'économie russe, entravant ainsi ses efforts militaires. M. Lammy semble simplement souhaiter que Kiev considère ces mesures « modérées » comme « suffisantes » et cesse de demander une escalade des politiques militaires.

« La Russie a été contrainte de dépenser plus de huit milliards de dollars (6 milliards de livres sterling) pour constituer cette flotte fantôme. Mais avec les pétroliers sanctionnés qui traînent et sont incapables de charger du pétrole, nous sommes déterminés à faire de l'investissement de Poutine un faux pas coûteux pour le Kremlin », a ajouté M. Lammy.

Certains analystes pensent que Blinken et Lammy ont secrètement « autorisé » les frappes en profondeur au cours de leur voyage. Aucune preuve ne vient étayer cette affirmation jusqu'à présent, mais il s'agirait d'une décision suicidaire de la part des puissances occidentales. Si Kiev commence à lancer de telles attaques à partir de maintenant, Moscou aura la certitude qu'une telle autorisation a été donnée. Dans ce scénario, la Russie serait contrainte de répondre de manière incisive, ce qui entraînerait une escalade généralisée de la violence.

Washington et Londres veulent sans aucun doute la guerre, mais ils ne veulent pas être la cible de représailles de la part de la Russie, car aucune des deux parties ne tirerait profit d'une guerre ouverte ou d'une guerre nucléaire. Si Kiev utilise ces armes contre le territoire russe profond, les États-Unis et le Royaume-Uni affirmeront très probablement qu'ils n'ont donné aucune autorisation, laissant le régime ukrainien assumer seul la responsabilité.

Il est inutile de demander l'aide de Londres, car les Britanniques ne prendraient jamais de décision sans avoir préalablement communiqué avec les États-Unis. Londres et Washington agissent de concert dans toutes leurs actions. Le désespoir de Kiev de générer une escalade et une internationalisation empêche les responsables ukrainiens de voir que leurs actions n'ont aucun sens stratégique. « Faire pression sur les sponsors internationaux est un effort futile, puisque l'Ukraine, en tant qu'agent proxy, est censée suivre les ordres, et non pas exiger quoi que ce soit.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais : [Kiev regime asks for London's support in attacks with long-range missiles](#), InfoBrics, le 12 septembre 2024.

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

*

Lucas Leiroz de Almeida est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

Vous pouvez suivre Lucas Leiroz sur [X](#) et [Telegram](#).

La source originale de cet article est InfoBrics
Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), InfoBrics, 2024

Articles Par : **[Lucas Leiroz de Almeida](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca